



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTACHIMIE

USINE DE CHALAMPE
GESTIFTSFELD
68490 Chalampé

Références : 0006700513_2024_10_16_Butachimie_ViBrefWlincinérateur
Code AIOT : 0006700513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération est applicable depuis le 03 décembre 2023. Le contrôle a notamment visé à vérifier le respect de certaines dispositions de cet arrêté au niveau de l'incinérateur de déchets dangereux exploité par la société BUTACHIMIE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, opère dans le domaine de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale.

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

L'installation d'incinération est dédiée au traitement d'une partie des déchets dangereux (effluents concentrés) produit par le procédé de production des installations.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action Nationale 2024 Conformité incinérateurs IED
- IED-MTD

Référentiel réglementaire

- arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société Butachimie à Chalampé / Ottmarsheim en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1	Demande d'action corrective	4 mois
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5	Demande d'action corrective	6 mois
5	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet
7	Durée de dépassement de la	AP Complémentaire du 18/10/2016, article 8.4.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Valeur Limite d'Emission		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a notamment été constaté que la mesure des émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, n'a pas encore été réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le document « plan de gestion des OTNOC incinérateur » - Q1 2024. Il a été constaté qu'il s'est appuyé sur la trame établie par les syndicats professionnels qui a été déclinée par rapport aux installations.</p> <p>Le document précise pour les sous-ensembles fonctionnels de l'installation, la fonction, le type de flux, le type de défaillance, les causes possibles, les conséquences, les conséquences redoutées associées à leur fréquence et au type d'OTNOC possible et les moyens de détection.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre d'automatisme permettant la détection et la comptabilisation des situations OTNOC.</p> <p>Les situations OTNOC sont caractérisées par l'équipe d'exploitation sur la base du plan de gestion et remontées pour être comptabilisées manuellement dans un fichier informatique.</p> <p>Il est indiqué que, dans certains cas (ex : 04.15 – défaillance sur au moins n manches sur le filtre), la situation OTNOC est comptabilisée uniquement en cas de dépassement de la Valeur Limite d'Émission (VLE).</p> <p>L'exploitant justifie toutefois qu'il dispose de procédures existantes par ailleurs visant à prendre en compte le retour d'expérience.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant dispose d'outils de gestion, en lien avec son plan de gestion des OTNOC (ex : procédures de maintenance, de suivi, de conduite, ...). Toutefois ces outils ne sont pas toujours identifiés dans le plan de gestion des OTNOC.</p>

A la date du contrôle, le compteur OTNOC est de 17h22.
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les situations recensées dans son plan de gestion sont bien comptabilisées et prises en compte dans l'évaluation périodique, indépendamment des dépassements des VLE (cf observation ci-dessus).</p> <p>En effet, les dysfonctionnements même sans dépassements de VLE constituent des signaux faibles qu'il convient de prendre en compte dans l'évaluation périodique.</p> <p>L'exploitant est invité à compléter son plan de gestion en y précisant les outils de gestion mis en œuvre.</p> <p>Il informera l'Inspection des dispositions prises en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 4 mois

N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une évaluation périodique sera réalisée au premier trimestre de chaque année.</p> <p>Il précise qu'elle visera notamment à vérifier que toutes les situations OTNOC observées ont bien été identifiées dans le plan de gestion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de formaliser l'évaluation périodique des OTNOC. Il communiquera les résultats de son évaluation à l'Inspection dans un délai de trois mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures</p>

<p>directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation d'une campagne de mesure lors des opérations de démarrage et d'arrêt planifié. En l'état, il ne dispose pas d'éléments objectifs pour estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt lorsqu'aucun déchet n'est incinéré.</p> <p>Il a été constaté que la surveillance en continu est maintenue en permanence (sauf dysfonctionnement du dispositif de surveillance en continu).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la campagne de mesures prévues lors du prochain arrêt technique.</p> <p>Des mesures sont à réaliser lors de la phase d'arrêt et lors de la phase de démarrage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération</p> <p>[...]</p> <p>- Mercure : mesures en continu normes EN génériques et EN 14884</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'incinérateur est dédié à l'élimination des effluents provenant des unités de production qui n'utilisent pas de mercure.</p> <p>Dans ces conditions, la surveillance en continu du Mercure n'a pas été mise en œuvre.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les résultats des mesures semestrielles réalisées sur les quatre dernières années révèlent des teneurs inférieures à 1 % de la valeur limite d'émission.</p> <p>En outre, il ressort de l'analyse des bordereaux d'analyse associés au rapport de contrôle du 15 mars 2024 (prélèvement du 21 novembre 2023) et du 03 juillet 2024 (prélèvement du 04 avril 2024) que le Mercure n'est pas détecté.</p> <p>Dans ces conditions, la position de l'exploitant n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération [...] - PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pas de norme - PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 [...]
Constats : Concernant la surveillance des PBDD / PBDF, l'exploitant a indiqué que les effluents incinérés proviennent des procédés des installations situées au sein de l'établissement qui ne contiennent pas de brome. Dans ces conditions, il n'a pas réalisé les mesures prévues. Considérant que l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 précise que <i>"La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu"</i> , le positionnement de l'exploitant n'appelle pas de remarque. L'exploitant a toutefois prévu de faire réaliser une mesure par un organisme externe le 03 octobre 2024. Il est dans l'attente des résultats. Concernant la surveillance des PCB-DL, l'exploitant a indiqué que, dans la mesure où les effluents incinérés ne contiennent pas ces substances, il n'a pas démarré la surveillance prévue. L'Inspection observe que l'arrêté ministériel précité ne prévoit pas de dérogation à cette obligation. L'exploitant a justifié d'une commande passée le 07 octobre 2024 auprès d'un prestataire pour faire réaliser ces mesures. Compte tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de communiquer à l'Inspection les résultats de la surveillance en semi-continu des émissions de PCB-DL du premier mois de surveillance dès réception ainsi que le rapport de l'organisme externe pour la mesure des PBDD / PBDF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions

suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5	[...]	moyenne journalière
COVT	10		moyenne journalière
CO	50		moyenne journalière
HCl	8		moyenne journalière
HF	1		moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40		moyenne journalière
NO _x	80 (2) (3)		moyenne journalière
NH ₃	10		moyenne journalière
Cd+Tl	0,02		moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3		moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg	0,02		moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD / PCDF	0,08 ng I-TEQ/Nm ³		Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme

(2) La valeur est de 150 mg/Nm³ si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm³ et 150 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement

(3) La valeur est de 150 mg/Nm³ lorsque la SCR n'est pas applicable. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 150 mg/Nm³ et 180 mg/Nm³ par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement, lorsque la SCR n'est pas applicable

Constats :

Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) sont applicables depuis le 03 décembre 2023.

L'exploitant a communiqué le rapport des analyses relatives à la campagne de mesures réalisée le 04 avril 2024 (rapport du 07 juillet 2024).

Les résultats de la campagne de surveillance sont conformes.

Il est à noter que pour le paramètre PCDD / PCDF, la valeur indiquée ci-dessus concerne l'échantillonnage à long terme. L'arrêté du 12 janvier 2021 ne prévoit pas de valeur limite pour l'échantillonnage à court terme contrairement à la décision d'exécution (UE) de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil qui fixe une NEA – MTD à 0,06 ng I-TEQ / Nm³. La teneur relevée est inférieure à ces deux valeurs (0,00056 ng I-TEQ/Nm³).

Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) indiquées dans les rapports font référence aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 et non à celles de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les valeurs limites indiquées dans les rapports sont bien celles de l'arrêté du 12 janvier 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Durée de dépassement de la Valeur Limite d'Emission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2016, article 8.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de dépassement de la Valeur Limite d'Emission (VLE)
Prescription contrôlée : La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, "de traitement" des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures (hors période d'arrêt / redémarrage).
Constats : Il a été constaté au cours du contrôle que seuls deux dépassements de la VLE demi-horaire sont survenus depuis le début de l'année (un en mars sur le paramètre monoxyde de carbone, l'autre en août sur le paramètre poussière).
Type de suites proposées : Sans suite